

De même que l'Etat monarchique était l'instrument de la noblesse pour opprimer les autres classes, de même, l'Etat bourgeois, si démocratique soit-il, est l'instrument de la haute bourgeoisie pour opprimer le prolétariat.

L'Etat, comme disait Marx, est le fondé de pouvoir de la bourgeoisie, les communistes ne l'ignorent pas, et bien entendu, il s'est donné des armes pour se défendre contre des lois qui pourraient être votées à seule fin de le détruire petit à petit.

Or, à quoi aboutiraient les mesures proposées par Thorez dans son discours du Vel' d'Hiv'. Examinons en trois.

Thorez dit qu'il faut punir les profiteurs et les trafiquants (Il veut sans doute parler des gros). Fort bien.

Mais qui sont-ils ces personnages infâmes ? L'Humanité les nomme assez souvent. Ce sont Mercier, Lambert-Ribot, De Wendel, Schneider, Mirabeau etc..

Nous sommes là en présence de la fine fleur des gros banquiers et des industriels, des "trusts sans patrie", qui, ne l'oublions pas, possèdent le pouvoir.

Thorez veut amputer de 200 milliards les crédits militaires. La signification de cette mesure est très profonde. Si elle prenait corps, toutes les expéditions coloniales seraient compromises par manque de troupes et par pénurie d'armes. Quelles en seraient les conséquences ?

Les colonies sont des territoires conquis par les capitalistes au moment du grand développement économique de la fin du 19ème et du début du 20ème siècle. Ce sont de très bons marchés d'importation de produits manufacturés et d'exportation de matières premières.

La surexploitation de ces pays permet au capitalisme métropolitain de réaliser d'énormes bénéfices, des surprofits dont les miettes sont jetées au prolétariat français pour calmer son ardeur revendicative.

La vie économique de la bourgeoisie nationale dépend de l'existence des colonies qu'elle peut pressurer. Ceci explique la rage des colonialistes à dé-

fendre leurs proies. L'Indochine est synonyme de caoutchouc + charbon+riz, et les territoires coloniaux en général, équivalent à une main d'oeuvre bon marché.

La cessation des hostilités en Indochine et à Madagascar, comme le demande Thorez... dans son discours... (mais jamais en s'adressant aux dockers) sera prétexte à l'émancipation totale de ces deux pays. Le joug colonialiste français sera brisé, et la résistance de la bourgeoisie nationale se verrait emportée comme un fétu de paille. Cette émancipation plongerait le capitalisme français dans une situation insurmontable, et qui plus est, serait le signal d'une révolte générale victorieuse en Chine, en Indonésie, dans l'Indes. Cette émancipation serait l'appel au soulèvement de tous les peuples coloniaux chez qui le mécontentement gronde.

La pauvre Union Française, si chère à Thorez, ne résisterait pas bien longtemps dans cette alternative.

Telle est donc la portée des mesures que propose Thorez. Elles ne sont pas suffisantes, mais appliquées à fond, avec l'appui violent du prolétariat, elles ébranleraient sérieusement le régime.

Objectivement donc, Thorez espère ébranler le régime capitaliste par des lois. C'est -selon Zinoviev- "vouloir faire cuire un mouton à petit feu sans qu'il s'en rende compte".

Le P.C.F. compte utiliser les quelques ministres qu'il réclame à son de trompe, le parlement bourgeois, et tous les hommes qu'il a placés dans les rouages de l'administration, pour arriver au but qu'il clame dans les discours.

Or, que sont le ministère et le parlement dans la vie réelle de l'Etat ? Suffit-il de mettre la main dessus pour diriger le pays ?

Écoutons ce qu'en dit Marx tirant les leçons de l'échec de la Commune de Paris.

"La classe ouvrière ne peut pas simplement mettre la main sur une